
SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 MARS 1910.

Rapport de la Commission de l'Intérieur et Agriculture, chargée d'examiner le Projet de Loi modifiant certaines dispositions des lois électorales relatives à la confection des listes électorales et aux opérations de l'élection.

(*Voir les n^{os} 98, session de 1907-1908; — 71, 199, 222, session de 1908-1909, de la Chambre des Représentants; — 5, session de 1909-1910, du Sénat.*)

Présents : MM. LÉGER, Président; COULLIER, DE KERCHOVE D'OUSSELGHEM, le BARON DELLA FAILLE D'HUYSSSE, le BARON D'HUART, Alfred FÉVRIER, NAVEAU, Paul VANDENPEEREBOOM, Georges VERCRUYSE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi dont le Sénat est saisi n'apporte pas à nos lois électorales de modifications profondes ou d'une portée générale. Qu'il s'agisse de la confection des listes électorales ou des opérations de l'élection, le système actuel reste en vigueur.

Mais les auteurs de la Proposition de Loi adoptée par la Chambre ont cru qu'il y avait lieu d'apporter aux lois qui régissent les élections des perfectionnements de détail, par des retouches à certains articles, par l'introduction dans le texte de quelques dispositions nouvelles.

Le but poursuivi est de multiplier les garanties d'une bonne et saine confection des listes électorales, de faciliter aux citoyens la reconnaissance de leur droit à l'électorat et d'assurer la régularité des opérations électorales.

Il serait superflu d'examiner chacune des dispositions du Projet.

Leur justification ressort du rapport très étudié et très complet fait à la Chambre, au nom de la Commission, par M. Wauwermans.

Nous nous bornerons à signaler les principales d'entre elles en suivant l'ordre des titres du Code électoral auxquelles elles se rapportent.

DES LISTES ÉLECTORALES.

Art. 54bis, 54ter. — L'intéressé aura le droit de demander au Collège échevinal qu'il réclame, par la voie administrative, certains documents nécessaires pour établir son inscription ou l'augmentation de ses votes.

Art. 57, 57bis. — La double déclaration exigée en cas de transfert de la résidence habituelle d'une commune dans une autre ne sera plus requise.

L'électeur aura satisfait à la loi électorale s'il justifie, soit avoir fait, avant son départ, sa déclaration à l'administration communale de son ancienne résidence, soit avoir réclaté à l'administration de sa nouvelle résidence, dans le mois de son transfert, son inscription aux registres de la population.

Les deux communes se communiqueront les renseignements propres à établir la capacité électorale de l'intéressé.

L'article 64, littéra B modifié, visera non plus seulement les receveurs de l'enregistrement mais aussi les receveurs des droits de succession. Ils sont tenus de délivrer un relevé des mutations de propriétés résultant d'actes entre vifs ou après décès, et ces relevés seront délivrés aux commissaires d'arrondissement et aux Collèges échevinaux.

Pour assurer la tenue régulière des registres où sont inscrits les condamnations et les jugements qui emportent privation de l'électorat, l'alinéa ajouté au littéra E du même article soumet ces registres aux dispositions qui régissent l'inspection des registres de la population.

Art. 79, 79bis. — La durée de l'affichage du rôle des réclamations introduites devant le Collège échevinal est portée de trois jours à cinq jours, pendant lesquels les parties, leurs avocats ou leurs mandataires pourront inspecter au secrétariat le dossier des réclamations et le rapport.

Les modifications apportées à l'article 84 prescrivent, pour les parties de propriétés indivises que s'attribue l'électeur, un mode de publicité analogue à celui qui est organisé pour la fonction, la profession et la position attributive de votes supplémentaires.

Le délai accordé par l'article 116 pour la formation du pourvoi en cassation n'est que de quinze jours, et il commence à courir à partir du prononcé de l'arrêt. La copie de l'arrêt ne s'obtient pas sur-le-champ ; le plus souvent on prend l'avis d'un avocat à la Cour de cassation, il faut correspondre avec la partie intéressée, généralement par l'entremise d'une association, rédiger l'exposé des moyens, faire signifier la requête aux défendeurs. Ces devoirs multiples doivent s'accomplir dans l'espace de quinze jours.

La Commission avait proposé à la Chambre d'accorder vingt jours pour le dépôt de la requête, et de donner aux avocats le droit de la signer sans avoir à justifier d'un mandat.

La Chambre ne se rallia pas à cette manière de voir.

L'on conçoit que, pour engager une instance nouvelle, les avocats aient à justifier d'un mandat. Mais votre Commission estime qu'il y a lieu de reprendre la proposition de porter à vingt jours le délai pour former le pour-

voit en cassation. Ces quelques jours seront très utiles, peuvent même être nécessaires à la partie intéressée ; ils n'empêcheront presque jamais que la décision définitive n'intervienne avant les élections.

Tel n'est pas cependant l'avis de plusieurs membres de la Commission qui préfèrent le maintien du délai de quinze jours.

DES COLLÈGES ÉLECTORAUX.

L'article 143, alinéa 1, tel qu'il est conçu dans le Projet, règle d'une manière plus complète le choix des présidents des bureaux électoraux dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton. Après les magistrats des tribunaux de première instance, les juges de paix et leurs suppléants, il désigne les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce, les avocats dans l'ordre de leur inscription au tableau, les avoués près des Cours d'appel et des tribunaux de première instance et les notaires.

La Commission de la Chambre avait proposé de retrancher de l'énumération les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce, estimant qu'il fallait désigner de préférence au choix du président du bureau principal les avocats et les avoués. La Chambre n'a pas partagé cet avis.

L'on peut craindre cependant que l'intervention des magistrats consulaires dans les opérations électorales, surtout dans les villes qui ne sont pas le siège d'un tribunal de première instance, ne soit de nature à mêler des préoccupations politiques à l'élection des membres des tribunaux de commerce.

Cette considération n'a pas déterminé votre Commission à s'écarter du texte adopté par la Chambre. Il lui a paru que cette crainte ne pouvait prévaloir contre l'avantage que présente, au point de vue du fonctionnement régulier des bureaux électoraux, la désignation de personnes investies d'une fonction judiciaire par la confiance des électeurs.

Cette solution étant adoptée, il y aura lieu de compléter le texte en assimilant aux greffiers, les *greffiers adjoints* des tribunaux de commerce, puisque, comme les greffiers, ils doivent être docteurs en droit.

Un membre a exprimé l'avis qu'il faudrait étendre aux communes qui ne sont pas des chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, la règle limitative imposée pour le choix des présidents des bureaux électoraux ; devraient être désignés, par exemple, les bourgmestres, les secrétaires communaux...

Mais il semble qu'il y aurait inconvénient à restreindre outre mesure, dans certaines localités, la liberté d'appréciation du président du bureau principal.

DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES.

Un alinéa final, ajouté à l'article 164, consacre une innovation d'une certaine importance. En vertu de cette disposition, les candidats pourront exercer, par des témoins, un contrôle sur la régularité et la validité des actes de présentation de candidats, sur la formation du bulletin de vote et, en général, sur les opérations prévues aux articles 167, 169 et 255. La

désignation de ces témoins se fera dans l'acte d'acceptation des candidats. Leur intervention se bornerait aux opérations préliminaires que nous venons d'indiquer.

Ils auraient le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

L'alinéa 3 de l'article 165, qui limite à trois pour un même bureau le nombre des témoins présentés par des candidats isolés, ne leur serait pas applicable. Les inconvénients qui ont nécessité cette mesure lorsqu'il s'agit des opérations de vote et de dépouillement n'existent pas dans ce cas. Chaque candidat isolé a un intérêt propre, indépendant et en opposition avec ceux des autres candidats.

Le trop grand nombre de témoins n'est pas de nature à entraver le bureau dans ses opérations.

L'article 169*bis* rétabli dans le texte par la Chambre, mais avec une nuance dans la rédaction, ne présente guère d'utilité pratique. Aussi la majorité de votre Commission, partageant l'avis de la Commission de la Chambre, en propose la suppression.

A quoi bon exiger du président du bureau principal qu'il indique en un procès-verbal le nombre des bulletins qu'il reçoit du Gouvernement ? Pure affirmation qu'il puisera dans la correspondance avec l'autorité administrative.

Car, comment pourrait-il vérifier l'exactitude du chiffre des bulletins renseigné : il y en a des milliers et des milliers. A Bruxelles, aux élections prochaines il en faudra plus de 300,000. Même en comptant ces bulletins avec le plus grand soin, n'est-on pas certain qu'il se commettra fatalement des erreurs, et que si l'on renouvelait plusieurs fois l'opération, chaque fois le chiffre total varierait ?

C'est une illusion de croire que dans cette vérification ou plutôt dans cette simple attestation l'on puisse trouver la preuve de la soustraction de l'un ou l'autre bulletin, et une présomption de l'emploi d'un bulletin voyageur. Il appartient à la vigilance des membres des bureaux et à l'attention éveillée des témoins de déjouer cette fraude, qui suppose, ou l'emploi d'un bulletin ne portant pas l'estampille du bureau, ou la soustraction par un électeur d'un des bulletins reçus des mains du président.

Il est inutile d'insister sur les modifications apportées à l'alinéa 2 de l'article 174; elles sont de nature à garantir plus complètement la liberté de l'électeur et le secret du vote.

DES PÉNALITÉS.

Les articles 210^{bis} et 210^{ter} introduisent dans les lois électorales un principe que le législateur s'était constamment refusé à y inscrire : celui de la répression pénale des fraudes commises dans la confection des listes électorales.

La mission de dresser ces listes était confiée aux Collèges échevinaux, agissant tantôt comme corps administratifs, tantôt comme juridictions contentieuses : la loi s'en rapportait uniquement à leur loyauté. Désormais il n'en sera plus tout à fait ainsi.

L'article 210^{ter} vise la confection des listes électorales provisoires. Cette opération ne constitue qu'un travail préparatoire, qui est surtout l'œuvre du secrétaire et d'employés communaux, exécutée sous la surveillance plutôt nominale du Collège échevinal. Toute personne qui dans ce travail aura sciemment fait usage de pièces ou documents soit falsifiés, soit fabriqués, ou qui aura reproduit inexactly les données fournies par les pièces ou documents utilisés sera punie d'une amende de 26 francs à 200 francs et d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours, si c'est dans le but de faire rayer un électeur ou de réduire le nombre de ses votes ; d'une amende de 50 francs à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, si c'est dans le but de procurer à un citoyen l'électorat ou des votes supplémentaires.

C'est certes une anomalie dans le droit pénal que des peines répressives soient édictées pour des inexactitudes même intentionnelles commises dans un travail purement préparatoire, indicatif, et dont on ne peut même pas tirer une présomption. Le souci seul d'assurer la préparation loyale de ce canevas de liste, dont les imperfections pourraient échapper à l'indifférence des intéressés et à la vigilance de l'action populaire, explique l'initiative prise par le Gouvernement de proposer cette disposition. Il paraît, du reste, s'être inspiré de l'article 210, qui punit d'une amende de 26 francs à 200 francs ceux qui auront usé de manœuvres frauduleuses, soit pour se faire inscrire sur une liste d'électeurs ou se faire accorder un vote supplémentaire, soit pour faire inscrire ou rayer un électeur ou modifier le nombre de ses votes.

L'article 210^{bis} ajoute l'emprisonnement à l'amende, en raison de la qualité d'employé ou de fonctionnaire chez l'auteur de la fraude.

Au cours de la discussion à la Chambre, M. Mechelynck a fait observer, sans contradiction, que la loi atteindra les « employés communaux, le secrétaire communal et même les membres du collège échevinal ». C'est aussi la portée que votre Commission donne à l'article 210^{bis}.

L'article 210^{ter} a trait à la confection des listes électorales définitives.

Après l'arrêt des listes provisoires, les collèges échevinaux, lorsqu'ils apportent des modifications à ces listes, font acte de juridiction ; ils deviennent de véritables tribunaux. Aussi la loi a respecté leur indépendance ; elle n'autorise pas qu'on recherche leurs membres pour les intentions qui les ont guidés dans leurs décisions.

Mais, dans le fonctionnement de cette juridiction, elle distingue le rôle spécial du membre du collège qui est appelé à examiner les pièces des dossiers électoraux et à éclairer ses collègues : travail préparatoire, travail de simplification de l'exercice de la juridiction, travail susceptible d'être contrôlé par les autres membres de ce tribunal électoral.

Ceux-ci adoptent-ils les conclusions du rapport de leur collègue, sachant même qu'elles reposent sur des pièces ou documents falsifiés, fabriqués ou fictifs et que le vice de ces pièces ou documents lui était connu, ils échappent à toute répression ; au contraire, l'échevin ou le conseiller communal rapporteur encourra, lui, la peine draconienne d'un an à cinq ans d'emprisonnement.

N'y a-t-il pas dans cette énorme différence de responsabilité entre deux

situations, qui se rapprochent singulièrement, une disproportion choquante ?

La peine édictée contre ce membre du collège échevinal, contre ce conseiller communal n'est-elle pas excessive en comparaison de la peine relativement légère encourue pour les fraudes commises dans la préparation des listes par un secrétaire communal ?

La Commission, sauf quelques membres, estime qu'une atténuation s'impose et qu'une peine de trois mois à deux ans d'emprisonnement constituerait une garantie suffisante contre les manœuvres visées par l'article 210^{ter}.

Au reste, il est souvent d'un mauvais calcul d'exagérer la sévérité des sanctions : les tribunaux hésitent à les appliquer.

Il ne faut pas perdre de vue, non plus, que la fraude ne se pratiquera guère pour un cas isolé ; elle ne présente des avantages que si elle est érigée en système. Dès lors, il y aura concours d'infractions et la peine pourra être portée au double du maximum, soit à quatre ans d'emprisonnement. Aller jusqu'à dix ans, comme le permettrait le texte du Projet, n'est-ce pas dépasser le but et sortir du cadre des peines prévues pour les infractions aux lois électorales ?

ART. 3.

ART. 4. — Pour mettre le 2^e alinéa en concordance avec le texte de l'article 143, proposé par la Commission, il y aura lieu de mentionner, à la suite des greffiers des tribunaux de commerce, les *greffiers adjoints*.

ART. 4.

Certains membres de la Commission ont combattu cet article qui, d'après eux, revêt un caractère de défiance à l'égard de corps administratifs, présidés par les Gouverneurs et placés à la tête des provinces.

La Commission, non toutefois sans hésitation, s'est ralliée à l'innovation admise par le Projet. Elle a cru trouver, dans cette mesure, le moyen d'empêcher que des soupçons injustes ne se produisent.

Mais le texte devrait subir deux modifications.

Il porte qu'il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins *désignés*...

Quels seront ces témoins ? Ceux du bureau principal ? Ceux des bureaux dont on vérifie les bulletins ?

Au surplus, il suffit du simple refus des témoins pour que les candidats puissent en désigner d'autres. L'on arrive, par voie indirecte, à cette conséquence que les candidats désigneront qui ils voudront pour assister à la vérification des bulletins.

La Commission propose de conférer cette mission aux témoins et aux témoins suppléants désignés en vertu de l'article 164 : Ceux, donc, qui auront été chargés par les candidats d'assister aux séances du bureau principal, lors de la vérification des listes de présentation des candidats et de la confection du bulletin de vote.

Chacun de ces témoins a son suppléant ; il est donc peu probable que ni l'un ni l'autre ne puissent se rendre à la séance de vérification des bulletins, d'autant plus que cette opération se fait nécessairement à une date peu éloignée de celle des élections.

Sous réserve des modifications signalées dans le rapport, la Commission vous propose d'adopter le Projet de Loi voté par la Chambre.

Le Rapporteur,
G. VERCRUYSSÉ.

Le Président,
TH. LÉGER.

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ARTICLE PREMIER.

Le Code électoral est modifié
comme il suit :

TITRE III.

DES LISTES ÉLECTORALES.

CHAPITRE I^{er}.

DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES
ÉLECTORALES.

ART. 54bis. — Le collège réclame par la voie administrative aux administrations communales les documents que l'intéressé a le droit de réclamer des bourgmestres et des officiers de l'état-civil en vertu de l'article 66 et qui sont nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui sont signalées.

La demande adressée avant le 25 octobre au collège qui en donne immédiatement récépissé, s'il en est requis, indique d'une façon précise les documents à réclamer et l'administration communale à l'intervention de laquelle ils doivent être délivrés.

Cette demande peut être faite par voie postale. Dans ce cas, la lettre de demande devra contenir le montant des frais requis pour l'envoi du récépissé.

ART. 54ter. — Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collège réclame à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ARTIKEL 1.

Het Kieswetboek wordt gewijzigd
als volgt :

TITEL III.

VAN DE KIEZERSLIJSTEN.

HOOFDSTUK I.

VAN DE JAARLIJKSCHE HERZIENING
DER KIEZERSLIJSTEN.

ART. 54bis. — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken welke uit kracht van artikel 66 de belanghebbende het recht heeft te vragen aan de burgemeesters en aan de ambtenaren van den burgerlijken stand en die zijn vereischt tot vaststelling van de hem aangegeven inschrijvingen of vermeerderingen van stemmen.

De aanvraag vóór den 25ⁿ October gericht tot het college, 't welk daarvan dadelijk een bewijs afgeeft, indien het daartoe wordt aangezocht, duidt, op nauwkeurige wijze, de te vragen stukken aan, alsmede het gemeentebestuur door welks tussenkomst zij moeten afgegeven worden.

Deze aanvraag kan per post worden gedaan. In dit geval, moet bij den brief tot aanvraag zijn gevoegd het bedrag van de vereischte kosten voor het bestellen van het ontvangbewijs.

ART. 54ter. — Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzaak van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een uittreksel uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 54bis. — (Comme ci-contre.)

ART. 54bis. — (Zooals hiernevens.)

ART. 54ter. — (Comme ci-contre.)

ART. 54ter. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 57. — Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre ne peut être maintenu, en vertu de l'article 55, sur la liste électorale de la commune qu'il a quittée, s'il ne justifie soit avoir fait, avant son départ, à l'administration communale de son ancienne résidence la déclaration de transfert, soit avoir réclamé à l'administration de sa résidence nouvelle son inscription aux registres de la population, dans le mois de son transfert.

Les dates en sont mentionnées aux registres de population des deux communes et dans les récépissés que les fonctionnaires chargés de ce service sont tenus de délivrer au déclarant.

ART. 57bis. — Les administrations communales transmettent aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

D'autre part, l'administration communale du nouveau domicile transmet à celle où l'électeur peut être maintenu un avis mentionnant les impositions pour lesquelles il se trouve cotisé ou un certificat négatif.

ART. 60. — Le Belge qui exerce à l'étranger des fonctions conférées par le Gouvernement ou qui s'est établi pour une durée limitée dans la colonie belge du Congo est inscrit ou maintenu sur les listes électorales de la commune où il avait, au moment de sa nomination ou de son départ pour la colonie, sa dernière résidence d'un an au moins.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 57. — Hij, die zijn gewoon verblijf van eene gemeente naar eene andere gemeente overbrengt, kan, krachtens artikel 55, dan alleen op de kiezerslijst der gemeente, welke hij verlaten heeft, behouden worden, wanneer hij bewijst hetzij dat hij, vóór zijn vertrek, bij het gemeentebestuur zijner vorige verblijfplaats zijne aangifte van woonverandering deed, hetzij dat hij, binnen eenemaand na zijne woonverandering, bij het bestuur zijner nieuwe verblijfplaats zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft aangevraagd.

De datums ervan worden vermeld op de bevolkingsregisters van beide gemeenten en op de ontvangbewijzen die de ambtenaren, met dezen dienst belast, gehouden zijn den aangever af te leveren.

ART. 57bis. — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend uittreksel uit de kiezerslijst geworden.

Anderdeels, zendt het gemeentebestuur der nieuwe woonplaats aan de gemeente, waar de kiezer kan behouden worden, een bericht vermeldende de belastingen waarvoor hij is aangeslagen ofwel een negatief getuigschrift.

ART 60. — De Belg, die in den vreemde een ambt uitoefent, door de Belgische regeering begeven, of zich voor een beperkten tijd vestigt in de Belgische Congokolonie, wordt ingeschreven of behouden op de kiezerslijsten der gemeente waar hij, op het oogenblik van zijne benoeming of van zijn vertrek naar de kolonie, zijn laatste verblijf van ten minste één jaar had.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 57. — (Comme ci-contre.)

Art. 57. — (Zooals hiernevens.)

ART. 57bis. — (Comme ci-contre.)

ART. 57bis. — (Zooals hiernevens.)

ART. 60. — (Comme ci-contre.)

ART. 60. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 64. — Le littéra *B* est modifié comme suit :

Litt. *B*. — Les receveurs de l'enregistrement et des droits de succession, au plus tard le 15 juillet de chaque année, aux collèges des bourgmestres et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés résultant d'actes entre vifs ou après décès enregistrés depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

Ce relevé désigne les noms et prénoms des propriétaires précédents et des propriétaires actuels, la consistance des biens, les articles de la matrice cadastrale, ainsi que les sections et numéros, lorsque la mutation ne comprend pas la totalité des biens inscrits à ces articles.

Litt. *E*. — La disposition suivante est ajoutée à la suite du littéra *E* :

Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

ART. 66. — Au littéra *C*, la mention « Les receveurs de l'enregistrement » est complétée par l'adjonction des mots « et des droits de succession ».

En outre l'alinéa suivant est ajouté à cet article :

Les personnes reprises dans le présent article sont également tenues de délivrer, le cas échéant, des certificats constatant que les mentions, actes, titres ou pièces, dont la copie ou l'extrait leur est demandé, ne figurent pas sur les listes ou sur les rôles ou dans les registres, pièces et minutes, sous la date ou sous le numéro indiqué.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 64. — Littera *B* wordt gewijzigd als volgt :

Litt. *B*. — De ontvangers der registratie en der erfenisrechten, ten laatste den 15ⁿ Juli van ieder jaar, aan de colleges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissementscommissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, voortvloeiende uit akten onder levenden of na overlijden, geregistreerd sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

Die opgave duidt de namen en voornamen aan van de voorgaande en van de tegenwoordige eigenaars, den toestand der goederen, de artikelen uit den kadastralen legger, alsmede de secties en nummers, wanneer de overgang niet al de onder die artikels vermelde goederen betreft.

Litt. *E*. — De navolgende bepaling wordt aan de littera *E* als slotalinea toegevoegd :

De bepalingen betreffende het nazien van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

ART. 66. — Bij littera *C*, aan de woorden : « de ontvangers der registratie » worden toegevoegd de woorden : « en der successierechten ».

Daarenboven wordt aan dit artikel het volgende lid toegevoegd :

De personen, in dit artikel bedoeld, zijn insgelijks gehouden om, bij voorkomend geval, getuigschriften af te geven, vaststellende dat de vermeldingen, akten, titels of stukken waarvan het afschrift of het uittreksel hun wordt gevraagd, niet voorkomen op de lijsten of op de rollen of in de registers, stukken en minuten, onder den opgegeven datum of het opgegeven nummer.

Projet de la Commission.

Oetwerp van de Commissie.

ART. 64. — (Comme ci-contre.)

ART. 64. — (Zooals hiernevens.)

ART. 66. — (Comme ci-contre.)

ART. 66. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 67. — La disposition suivante est ajoutée à l'alinéa 1^{er} :

Le demandeur est, à défaut de récépissé, autorisé à établir par toutes voies de droit, témoins compris, la date de la demande.

ART. 68. — La disposition suivante est ajoutée à l'alinéa 3 :

Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

ART. 75. — Un alinéa 2 ainsi conçu est ajouté à cet article :

Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents qui se trouvent en possession d'autres administrations communales et dont la délivrance, en copie ou par extrait, a été demandée avant le 25 octobre conformément à l'article 54bis, à l'appui de demandes d'inscription ou d'augmentation de votes.

ART. 79. — Le rôle des réclamations introduites à chacune des séances du collège des bourgmestre et échevins ou des sections, et celui des affaires remises sont affichés, au moins cinq jours d'avance, au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre inspection et copie.

Le rôle indique le lieu, le jour et l'heure de la séance.

Il en est délivré et envoyé copie par le secrétaire communal, au prix de 50 centimes par exemplaire, et au moins cinq jours avant la séance, à toute personne qui en fait la demande au plus tard le 31 août.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 67. — De volgende bepaling wordt aan het eerste lid toegevoegd :

Bij gebrek van ontvangstbewijs, mag de aanvrager door alle middelen van recht, ook bij getuigen, vaststellen op welken datum hij de aanvraag heeft gedaan.

ART. 68. — De volgende bepaling wordt aan het 3^{de} lid toegevoegd :

In de gemeenten welke in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar eene andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

ART. 75. — Aan dit artikel wordt een 2^{de} lid toegevoegd, luidende :

Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en waarvan de afgifte, bij wijze van afschrift of van uittreksel, vóór 25 October werd aangevraagd, overeenkomstig artikel 54bis, tot staving van aanvragen tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen.

ART. 79. — De rol der aanvragen welke bij elke vergadering van het college van burgemeester en schepenen of van de afdeelingen worden ingeleid, alsmede die van de uitgestelde zaken, worden ten minste vijf dagen vooraf uitgehangen in het secretariaat der gemeente, waar iedereen er inzage en afschrift kan van nemen.

De rol vermeldt de plaats, den dag en het uur van de zitting.

Daarvan wordt door den gemeentesecretaris kopie afgeleverd en gezonden, tegen 50 centiemen per afschrift, en ten minste vijf dagen vóór de vergadering, aan al wie het uiterlijk op 31 Augustus aanvraagt.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 67. — (Comme ci-contre.)

ART. 67. — (Zooals hiernevens.)

ART. 68. — (Comme ci-contre.)

ART. 68. — (Zooals hiernevens.)

ART. 75. — (Comme ci-contre.)

ART. 75. — (Zooals hiernevens.)

ART. 79. — (Comme ci-contre.)

ART. 79. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 79bis. — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires.

ART. 84. — 1° L'alinéa suivant est ajouté après le 1^{er} alinéa :

Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les titres qui les justifient sont mentionnés dans un registre spécial.

2° L'alinéa 2 est modifié comme il suit :

A défaut des mentions prescrites par les deux alinéas ci-dessus, il appartient à l'électeur inscrit, dont les droits sont contestés, de justifier de la qualité ou de la propriété que la liste électorale lui attribue.

3° Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 84 ;

Les administrations communales sont tenues de laisser prendre communication de ces registres par les intéressés ou personnes qualifiées pour exercer l'action publique.

A ces fins elles indiquent un jour par semaine pendant toute l'année.

Les copies certifiées des titres ou certificats transcrits au registre font foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 87. — Alinéa 1^{er}. — Le 5 décembre au plus tard, l'administration communale envoie au commissaire d'arrondissement deux exemplaires des listes définitives et les dossiers de toutes les demandes tendant à l'inscription ou à la radiation d'un

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 79bis. — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden.

ART. 84. — 1° Achter het 1^{ste} lid wordt het volgende lid toegevoegd :

Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende gedeelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

2° Het 2^{de} lid wordt aldus gewijzigd :

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande alinea's, behoort de ingeschreven kiezer, wiens rechten worden betwist, de bewijzen te geven van de hoedanigheid of van den eigendom hem door de kiezerslijst toegekend.

3° De volgende bepalingen worden aan artikel 84 toegevoegd :

De gemeentebesturen zijn gehouden van deze registers kennis te laten nemen door de belanghebbenden of de personen die bevoegd zijn de volksactie uit te oefenen.

Te dien einde bepalen zij een dag per week, gedurende het gansche jaar.

De voor echt verklaarde afschriften van de in het register overgeschreven titels of getuigschriften verdienen geloof behoudens tegenbewijs.

ART. 87. — 1^{ste} lid. — Uiterlijk op 5 December stuurt het gemeentebestuur aan den arrondissementcommissaris twee exemplaren van de voorgoed vastgestelde lijsten en de dossiers van al de aanvragen tot inschrijving of tot schrapping van

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 79*bis*. — (Comme ci-contre.)

ART. 79*bis*. — (Zooals hiernevens.)

ART. 84. — (Comme ci-contre.)

ART. 84. — (Zooals hiernevens.)

ART. 87. — (Comme ci-contre.)

ART. 87. — (Zooals hiernevens.) .

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

électeur, à l'augmentation ou à la réduction du nombre de ses votes.

Après le deuxième alinéa est ajouté un alinéa nouveau conçu comme suit :

Les extraits du rôle foncier réclamés par le collège en exécution de l'article 54ter sont transmis en même temps au commissaire d'arrondissement. Ces extraits, sauf ceux qui sont joints à des dossiers de réclamations, sont réunis en liasse et classés dans l'ordre alphabétique des noms des électeurs à qui ils se rapportent.

CHAPITRE II.

**DES RECOURS DEVANT LES COURS
D'APPEL.**

ART. 90. — Alinéa 1^{er}. — Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

ART. 91. — Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut, dans l'arrondissement électoral où il a sa résidence habituelle, exercer, sous les conditions indiquées à l'article précédent, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs ou contre les attributions ou omissions d'attribution de votes supplémentaires ou contre toutes indications inexactes dans les

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

een kiezer, tot vermeerdering of tot vermindering van het getal zijner stemmen.

Achter het tweede lid wordt een nieuw lid toegevoegd, luidende als volgt :

De uittreksels uit de rollen der grondbelasting, door het college aangevraagd ter uitvoering van artikel 54ter, worden te gelijker tijd gezonden aan den arrondissements-commissaris. Behalve die gevoegd bij de stukken betreffende de bezwaarschriften, worden deze uittreksels tot een bundel aaneengeregen en gerangschikt naar alphabetische orde van de namen der kiezers waarop zij betrekking hebben.

HOOFDSTUK II.

**VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN
BEROEP.**

ART. 90. — 1^{ste} lid. — Ieder persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal bijkomende stemmen of de voorwaarden der toekenning daarvan, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het Beroepshof van 't rechtsgebied.

ART. 91. — Ieder persoon, die de burgerlijke en politieke rechten geniet, mag, in het kiesarrondissement waar hij zijn gewoon verblijf heeft, onder de voorwaarden vermeld in het vorig artikel, zijn verhaal nemen tegen de inschrijvingen, schrappingen of weglatingen van namen van kiezers of tegen de toekenning of het verzuim van toekenning van bijkomende stemmen of tegen alle on-

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie:

ART. 90. — (Comme ci-contre.)

ART. 90. — (Zooals hiernevens.)

ART. 91. — (Comme ci-contre.)

ART. 91. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

noms, prénoms, profession ou demeure.

ART. 93. — Alinéa 6. — Toutefois, s'il s'agit d'une demande tendant à l'inscription d'un électeur ou à l'augmentation du nombre de ses votes, déjà formulée devant le collège des bourgmestre et échevins, le requérant et cet électeur lui-même ne peuvent joindre à la requête d'autres pièces nouvelles, indépendamment des conclusions, que les pièces et documents que l'administration communale n'aurait point réclamées ou produites en conformité de l'article 54^{bis}, les extraits des documents dont la production devant l'administration communale n'est pas requise aux termes de l'article 75, ainsi que les extraits des arrêts de la Cour d'appel visés à l'article 50.

ART. 96. — Alinéa 1^{er}. — Tout citoyen jouissant des droits civils et politiques a le droit d'intervenir dans les contestations tendant à l'inscription d'électeurs ou à l'indication de conditions nouvelles d'attribution de votes supplémentaires relatives aux listes de l'arrondissement électoral où il est domicilié.

ART. 110. — La disposition suivante est insérée entre les alinéas 3 et 4 :

En outre, les parties peuvent dans leurs conclusions désigner un mandataire au nom et au domicile duquel ces informations doivent être également adressées dans les mêmes formes et délai.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

nauwkeurige aanwijzingen in de namen, de voornamen, het beroep of de woning.

ART. 93. — 6^{de} lid. — Nochtans, wanneer het betreft eene aanvraag tot inschrijving van een kiezer of tot vermeerdering van het getal zijner stemmen, reeds gedaan bij het college van burgemeester en schepenen, mogen de aanzoeker en die kiezer zelf bij het rekest geene andere nieuwe stukken voegen, buiten de conclusiën, dan de stukken en bescheiden, die het gemeentebestuur niet zou hebben gevraagd of overgelegd naar luid van artikel 54^{bis}, de uittreksels uit de stukken welke overlegging voor het gemeentebestuur niet wordt vereischt volgens de bewoordingen van artikel 75, alsmede de uittreksels uit de arresten van het Hof van Beroep bedoeld in artikel 50.

ART. 96. — 1^o lid. — Ieder die de burgerlijke en politieke rechten geniet, heeft het recht tot tusschentrede in de betwistingen strekkende tot inschrijving van kiezers of tot aanduiding van nieuwe voorwaarden die bijkomende stemmen verleen, wanneer ze betrekking hebben op de lijsten van het kiesarrondissement waar hij zijn woonplaats heeft.

ART. 110. — De volgende bepaling wordt tusschen het 3^o en het 4^o lid ingevoegd :

Daarenboven mogen partijen in hare besluitschriften een gemachtigde aanwijzen op wiens naam en aan wiens woonplaats de kennisgevingen insgelijks en in denzelfden vorm en dezelfde termijnen moeten gestuurd worden.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 93. — (Comme ci-contre.)

ART. 93. — (Zooals hiernevens.)

ART. 96. — (Comme ci-contre.)

ART. 96. — (Zooals hiernevens.)

ART. 110. — (Comme ci-contre.)

ART. 110. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

TITRE IV.

DES COLLÈGES ÉLECTORAUX.

ART. 140bis. — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettent au commissaire d'arrondissement un double du relevé des décisions, jugements ou arrêts intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettent au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés tous jugements ou arrêts qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

ART. 141. — Cet article est complété comme il suit :

Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste provisoire.

TITEL IV.

VAN DE KIESCOLLEGES.

ART. 140bis. — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissementscommissaris geworden een dubbel van de opgave der beslissingen, vonnissen of arresten aanbelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, ter uitvoering van artikel 64 E, medegedeeld nadat de lijsten zijn gesloten.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of arresten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

De arrondissementscommissaris doet aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

ART. 141. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen, in de voorloopige lijst gebracht.

Projet de la Commission.

ART. 116. — Alinéa 2. — La requête, préalablement signifiée aux défendeurs, les pièces à l'appui du pourvoi, une expédition de l'arrêt attaqué et l'original de la notification sont, à peine de déchéance, remis au greffe de la Cour d'appel dans les *vingt* jours du prononcé de l'arrêt.

ART. 140bis. — (Comme ci-contre.)

ART. 141. — (Comme ci-contre.)

Ontwerp van de Commissie.

ART. 116. — 2° lid. — Het verzoekschrift, vooraf beteekend aan de verweerders, de stukken tot staving der voorziening, een afschrift van het arrest waartegen men opkomt en het origineel der aanzegging worden, op straffe van verval, ter griffie van het Hof van beroep overgelegd binnen *twintig* dagen na de uitspraak van het arrest.

ART. 140bis. — (Zooals hiernevens.)

ART. 141. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 143. — Alinéa 1^{er}. — Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté ; par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté ; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce ; par les avocats dans l'ordre de leur inscription au tableau ; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance ; par les notaires et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.

TITRE V.**DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES.**

ART. 164. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal lors des opérations prévues aux articles 167, 169 et 255.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 143. — 1^e lid. — In de gemeenten, die arrondissements- of kantons hoofdplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom ; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom ; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters en griffiers der rechtbanken van koophandel ; door de advocaten naar volgorde van hunne inschrijving op de tabel der orde ; door de avoués bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eersten aanleg ; door de notarissen en, desnoods, door de personen welke de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement, die drie stemmen mogen uitbrengen.

TITEL V.**VAN DE KIESVERRICHTINGEN.**

ART. 164. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de vergaderingen van het hoofdbureel bij te wonen tijdens de verrichtingen bedoeld bij de artikelen 167, 169 en 255.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 143. — Alinéa 1^{er}. — Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté ; par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté ; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants, greffiers et *greffiers-adjoints* des tribunaux de commerce ; par les avocats dans l'ordre de leur inscription au tableau ; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance ; par les notaires et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.

ART. 143. — 1^e lid. — In de gemeenten, die arrondissements- of kantons hoofdplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom ; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom ; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters, griffiers en *toegevoegde griffiers* der rechtbanken van koophandel ; door de advocaten naar volgorde van hunne inschrijving op de tabel der orde ; door de avoués bij de hoven van beroep en de rechtbanken van den eersten aanleg ; door de notarissen en, desnoods, door de personen welke de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement, die drie stemmen mogen uitbrengen.

ART. 164. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal lors des opérations prévues aux articles 167, 169 et 255.

ART. 164. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de vergaderingen van het hoofdbureel bij te wonen tijdens de verrichtingen bedoeld bij de artikelen 167, 169 en 255.

L'alinéa 3 de l'article 165 n'est pas applicable à ces témoins.

Lid 3 van artikel 165 is niet van toepassing op die getuigen.

Ils ont le droit de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

Zij hebben het recht hunne opmerkingen in de processen-verbaal te doen opnemen.

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 165. — Cet article est complété par l'adjonction après le 5^e alinéa d'un alinéa ainsi conçu :

Ils ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 177, 186 et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

ART. 169bis. — Le président du bureau principal indiquera, en un procès-verbal qui sera annexé au procès-verbal du bureau, le nombre des bulletins qu'il reçoit du gouverneur, ceux détériorés dans l'impression, ceux non employés et ceux envoyés à chacun des présidents des sections de vote.

ART. 174. — Alinéa 2. — Ces bulletins, après avoir été pliés en quatre à angle droit de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur, sont déposés, dépliés, devant le président qui les referme dans les plis déjà formés; ils sont estampillés au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau détermine la place où le timbre est apposé.

ART. 186. — La disposition suivante est ajoutée *in fine* :

Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé au § 2.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 165. — Dit artikel wordt aangevuld door toevoeging van de volgende slotalinea :

Zij hebben het recht de omslagen, waarvan sprake is in de artikelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

ART. 169bis. — De voorzitter van het hoofdbureel vermeldt, in een aan het proces-verbaal van het bureel toegevoegd proces-verbaal, het getal stembriefjes hem door den gouverneur gezonden, het getal stembriefjes die bij het afdrucken werden beschadigd, het getal niet gebruikte briefjes en het getal briefjes gestuurd aan den voorzitter van elk stembureel.

ART. 174. — 2^e lid. — Deze stembriefjes, — na rechthoekig in vieren te zijn gevouwen derwijze dat de vakken, die bovenaan de lijsten zijn geplaatst, zich aan de binnenzijde bevinden, — worden gelegd, ontvouwd, vóór den voorzitter, die ze in dezelfde vouwen weder toevouwt; zij worden aan de keerzijde gestempeld met een stempel dragende den naam van het kanton waar de stemming geschiedt en den datum der verkiezing. Het bureel bepaalt de plaats waar de stempel moet worden gedrukt.

ART. 186. — De volgende bepaling wordt aan het slot toegevoegd :

De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureel in 't openbaar afgeroepen.

Projet de la Commission.**Ontwerp van de Commissie.**

ART. 165. — (Comme ci-contre.)

ART. 165. — (Zooals hiernevens.)

ART. 169*bis*. — (A supprimer.)ART. 169*bis*. — (Tedoewegvallen.)

ART. 174. — (Comme ci-contre.)

ART. 174. — (Zooals hiernevens.)

ART. 185. — (Comme ci-contre.)

ART. 186. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

TITRE VI.

DES PÉNALITÉS.

ART. 210bis. — Toute personne chargée, à un titre quelconque, de la préparation ou de la confection des listes électorales provisoires, qui, dans le but de faire rayer un électeur ou réduire le nombre de ses votes, aura sciemment fait usage, dans ce travail, de pièces ou documents soit falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués, ou qui volontairement aura, dans le même but, reproduit inexactement, sur les listes électorales, par altération, addition ou omission, les données fournies par les pièces ou documents qui peuvent être utilisés pour la confection des listes, sera punie d'une amende de 26 à 200 francs et d'un emprisonnement de huit à quinze jours. Si ce délit a été commis dans le but de procurer à un citoyen l'électorat ou des votes supplémentaires, l'amende sera de 50 à 500 francs et l'emprisonnement de huit jours à un mois.

La prescription de six mois établie par l'article 217 ne commencera à courir, en ce qui concerne les infractions prévues au présent article, qu'à partir du jour où les listes électorales définitives et les pièces y relatives auront été envoyées au commissariat d'arrondissement.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

TITEL VI.

VAN DE STRAFFEN.

ART. 210bis. — Elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, is belast met het voorbereiden of opmaken van de voorloopige kiezerslijsten, en die, met het doel een kiezer te doen schrappen of het getal zijner stemmen te verminderen, opzettelijk, bij deze verrichting, gebruik maakt hetzij van door verandering, weglating of toevoeging vervalschte stukken of bescheiden, hetzij van gefabriceerde stukken of bescheiden, of die vrijwillig, met hetzelfde doel, op onjuiste wijze, door verandering, toevoeging of weglating, in de kiezerslijsten weergeeft de gegevens blijkende uit de stukken of bescheiden waarvan gebruik mag worden gemaakt voor het opmaken der lijsten, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 200 frank en met eene gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen. Werd dit wanbedrijf begaan met het doelaan een burger het kiesrecht of bijkomende stemmen te verschaffen, zoo wordt eene boete van 50 tot 500 frank en eene gevangenisstraf van acht dagen tot ééne maand opgelegd.

De verjaring door verloop van zes maanden, bij artikel 217 gesteld, neemt, wat betreft de bij dit artikel voorziene overtredingen, eerst een aanvang te rekenen van den dag waarop de voorgoed vastgestelde kiezerslijsten en de daartoe betrekkelijke stukken zijn overgemaakt aan het arrondissementscommissariaat.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 210bis. — (Comme ci-contre.)

ART. 210bis. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 210^{ter}. — Tout membre d'un collège échevinal, tout conseiller communal, qui, dans l'exercice de la juridiction électorale, aura, sur son rapport, fait indûment soit rejeter une demande d'inscription sur les listes, soit ordonné l'inscription ou la radiation d'un électeur, la majoration ou la réduction du nombre de ses votes, en invoquant ou en utilisant, à cet effet, des pièces ou documents qu'il savait être falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués, soit fictifs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Toutefois la poursuite ne pourra avoir lieu que dans le cas où le recours en inscription ou en radiation de l'électeur, en augmentation ou en réduction du nombre de ses votes, aura fait l'objet d'une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

La prescription établie par l'article 217 commencera à courir à partir de cette décision.

TITRE XI.

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE.

ART. 260. — Alinéa 1^{er}. — Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins blancs ou nuls, le nombre des votes valables; il mentionne ensuite pour chacune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 210^{ter}. — Elk lid van een schepencollege, elk gemeenteraadslid, die, bij het uitoefenen der kiesrechtsmacht, op een door hem uitgebracht verslag, ten onrechte hetzij eene aanvraag tot inschrijving op de lijsten doet verwerpen, hetzij de inschrijving of de schrapping van een kiezer, de vermeerdering of de vermindering van het getal zijner stemmen doet voorschrijven, door, te dien einde, te steunen op of gebruik te maken van stukken of bescheiden welke hij wist te zijn vervalscht door verandering, weglating of toevoeging, gefabriceerd of denkbeeldig te zijn, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van één tot vijf jaar.

Echter kan de vervolging maar plaats hebben wanneer op de aanvraag tot inschrijving of schrapping van den kiezer, tot vermeerdering of tot vermindering van het getal zijner stemmen, eene beslissing is gevolgd, in kracht van gewijsde gegaan en gegrond op feiten die bedrog in zich besluiten.

De verjaring, bij artikel 217 gesteld, neemt een aanvang te rekenen van die beslissing.

TITEL XI.

EVENREDIGE VERTEGENWOORDIGING.

ART. 260. — 1^{ste} lid. — De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal blanco of nietige briefjes en 't getal geldige stemmen; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar rangnummer geschikt, het getal stemmen op de lijsten uitgebracht

Projet de la Commission.

ART. 210ter. — Tout membre d'un collège échevinal, tout conseiller communal, qui, dans l'exercice de la juridiction électorale, aura, sur son rapport, fait indûment soit rejeter une demande d'inscription sur les listes, soit ordonné l'inscription ou la radiation d'un électeur, la majoration ou la réduction du nombre de ses votes, en invoquant ou en utilisant, à cet effet, des pièces ou documents qu'il savait être falsifiés par altération, suppression ou addition, soit fabriqués, soit fictifs, sera puni d'un emprisonnement *de trois mois à deux ans*.

(La suite comme ci-contre.)

ART. 260. — (Comme ci-contre.)

Ontwerp van de Commissie.

ART. 210ter. — Elk lid van een schepencollege, elk gemeenteraadslid, die, bij het uitoefenen der kiesrechtsmacht, op een door hem uitgebracht verslag, ten onrechte hetzij eene aanvraag tot inschrijving op de lijsten doet verwerpen, hetzij de inschrijving of de schrapping van een kiezer, de vermeerdering of de vermindering van het getal zijner stemmen doet voorschrijven, door, te dien einde, te steunen op of gebruik te maken van stukken of bescheiden welke hij wist te zijn vervalscht door verandering, weglating of toevoeging, gefabriceerd of denkbeeldig te zijn, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van *drie maanden tot vijf jaar*.

(Het vervolg zooals hiernevens.)

ART. 260. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

ART. 2.

Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux élections provinciales.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1898 relative aux élections provinciales est modifié comme suit :

Le président du bureau principal désigne, parmi les électeurs du canton jouissant du triple vote, les présidents des bureaux dont la présidence n'appartient pas à l'une des personnes indiquées au dit article 143; il désigne...

ART. 3.

Les dispositions de l'article 1^{er} relatives au titre III du Code électoral sont applicables aux élections communales.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 6 de la loi du 11 avril 1895 sont supprimés.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 12 septembre 1895 relative aux élections communales.

ART. 3. — Le texte suivant est ajouté au premier alinéa :

Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste provisoire.

Il fait parvenir jusqu'au jour de l'élection, aux présidents des sections

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

en het getal stemmen op naam, door elken candidaat verkregen.

ART. 2.

De bepalingen van artikel 1 zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

Artikel 9 van de wet van 22 April 1898 betreffende de verkiezingen voor de provinciale raden wordt gewijzigd als volgt :

De voorzitter van het hoofdbureau wijst, onder de kiezers van het kanton, die drie stemmen mogen uitbrengen, de voorzitters aan van de bureelen waarvan het voorzitterschap niet behoort aan een der personen, in genoemd artikel 143 opgegeven; hij wijst aan...

ART. 3.

De bepalingen van het eerste artikel betreffende titel III van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezingen voor de gemeente.

De alinea's 2 en 3 van artikel 6 der wet van 11 April 1895 worden ingetrokken.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 12 September 1895 betreffende de verkiezingen voor de gemeente.

ART. 3. — De volgende tekst wordt toegevoegd aan het eerste lid :

Hij voegt erbij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen die in de voorloopige lijst werden gebracht.

Tot den dag der verkiezing, doet hij aan de voorzitters der kiesafdeelingen

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 2.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

(Zooals hiernevens.)

ART. 3.

Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

ART. 3. -- (Comme ci-contre.)

ART. 3. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

de vote, les décisions emportant privation du droit de vote et d'élection ou suspension de ce droit et concernant les électeurs de sa section.

ART. 4. — Le 2^e alinéa est modifié comme suit :

Dans ces communes, les bureaux sectionnaires sont présidés en ordre successif, par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon leur rang d'ancienneté; par les juges de paix ou leurs suppléants selon leur rang d'ancienneté; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce; par les avocats dans l'ordre de leur inscription au tableau; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; par les notaires et, au besoin, par des personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

ART. 11. — Cet article est supprimé.

ART. 18. — Le texte suivant est intercalé entre les alinéas 13 et 14 :

La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau principal lors des opérations prévues aux articles 20 et 21.

ART. 19. — Cet article est complété par l'adjonction d'un alinéa final ainsi conçu :

Les témoins ont le droit de ca-

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

de beslissingen geworden, die berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van dit recht medebrengen en welke de kiezers zijner afdeeling betreffen.

ART. 4. — Het 2^e lid wordt gewijzigd als volgt :

In die gemeenten worden de afdeelingbureelen in opvolgend orde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers met voorrang naar dienstouderdom; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters en griffiers der rechtbanken van koophandel; door de advocaten, naar de orde hunner inschrijving op de tabel; door de avoués bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eersten aanleg; door de notarissen en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofdbureel aanwijst onder de kiezers der gemeente.

ART. 11. — Dit artikel wordt ingetrokken.

ART. 18. — De volgende tekst wordt ingevoegd tusschen de alinea's 13 en 14 :

De verklaring, waarbij zij aanvaarden, kan een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen tot bijwoning van de vergaderingen van het hoofdbureel tijdens de verrichtingen voorzien bij de artikelen 20 en 21.

ART. 19. — Dit artikel wordt aangevuld door toevoeging van de volgende slotbepaling :

De getuigen hebben het recht de

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 4. — Le 2^e alinéa est modifié comme suit :

Dans ces communes, les bureaux sectionnaires sont présidés en ordre successif, par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon leur rang d'ancienneté; par les juges de paix ou leurs suppléants selon leur rang d'ancienneté; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants, greffiers et greffiers adjoints des tribunaux de commerce; par les avocats dans l'ordre de leur inscription au tableau; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; par les notaires et, au besoin, par des personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

ART. 11. — (Comme ci-contre.)

ART. 18. — (Comme ci-contre.)

ART. 19. — (Comme ci-contre.)

ART. 4. — Het 2^e lid wordt gewijzigd als volgt :

In die gemeenten worden de afdelingsbureelen in opvolgend orde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers met voorrang naar dienstouderdom; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters, griffiers en toegevoegde griffiers der rechtbanken van koophandel; door de advocaten, naar de orde hunner inschrijving op de tabel; door de avoués bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eersten aanleg; door de notarissen en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofdbureel aanwijst onder de kiezers der gemeente.

ART. 11. — (Zooals hiernevens.)

ART. 18. — (Zooals hiernevens.)

ART. 19. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

cheter les enveloppes indiquées aux articles 31, 35 et 40, et de faire insérer leurs observations dans le procès-verbal.

ART. 23bis. — Le président du bureau principal indiquera en un procès-verbal qui sera annexé au procès-verbal du bureau, le nombre des bulletins qu'il reçoit du gouverneur, ceux détériorés dans l'impression, ceux non employés et ceux envoyés à chacun des présidents des sections de vote.

ART. 29. — L'alinéa 2 est modifié comme suit :

Ces bulletins après avoir été pliés en quatre à angle droit, de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur, sont déposés, dépliés, devant le président qui les referme dans les plis déjà formés; ils sont estampillés au verso d'un timbre portant le nom de la commune et la date de l'élection. Le bureau détermine la place où le timbre est apposé.

ART. 40. — Le texte ci-après est intercalé entre le huitième et le neuvième alinéa :

Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé au paragraphe 2.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

omslagen waarvan sprake is in de artikelen 31, 35 en 40 toe te zegelen, en hunne aanmerkingen te doen opnemen in het proces-verbaal.

ART. 23bis. — De voorzitter van het hoofdbureel vermeldt, in een bij het proces-verbaal van het bureel toegevoegd proces-verbaal, het getal stembriefjes hem door den gouverneur toegezonden, het getal stembriefjes die bij het afdrukken werden beschadigd, het getal niet gebruikte briefjes en het getal briefjes gestuurd aan den voorzitter van elk stembureel.

ART. 29. — Het 2^e lid wordt gewijzigd als volgt :

Dezestembriefjes, — narechthoekig in vieren te zijn gevouwen, derwijze dat de vakken die bovenaan de lijsten zijn geplaatst, zich aan de binnenzijde bevinden, — worden gelegd, ontvouwd, vóór den voorzitter die ze in dezelfde vouwen weder toevouwt; zij worden aan de keerzijde gestempeld met een stempel dragende den naam der gemeente en den datum der verkiezing. Het bureel wijst de plaats aan waar de stempel moet worden gedrukt.

ART. 40. — De volgende tekst wordt ingevoegd tusschen de achtste en de negende alinea :

De uitslag, vastgesteld in de bij paragraaf 2 bedoelde tabel, wordt door het bureel in 't openbaar afgekondigd.

Projet de la Commission.

Ontwerp van de Commissie.

ART. 23bis. — (Comme ci-contre.)

ART. 23bis. — (Zooals hiernevens.)

ART. 29. — (Comme ci-contre.)

ART. 29. — (Zooals hiernevens.)

ART. 40. — (Comme ci-contre.)

ART. 40. — (Zooals hiernevens.)

**Projet voté par la Chambre
des Représentants.**

ART. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la même loi :

Il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés et, au cas de refus ou empêchement de ceux-ci, d'un témoin désigné par les candidats en leur remplacement, ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins sont recachetées en leur présence et à leur intervention.

**Ontwerp gestemd door de Kamer
der Volksvertegenwoordigers.**

ART. 4.

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 derzelfde wet :

Tot het nazien van de stembriefjes mag alleen worden overgegaan in tegenwoordigheid van de aangewezen getuigen en, ingeval dezen weigeren of verhinderd zijn, van een getuige door de kandidaten aangewezen te hunner vervanging of dezen behoorlijk opgeroepen ; de omslagen, die de briefjes bevatten, worden opnieuw gezegeld in hun bijzin en door hunne tusschenkomst.

Projet de la Commission.**ART. 4.**

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la même loi :

Il ne peut être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés *en vertu de l'article 164*, ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins sont recachetées en leur présence et à leur intervention.

Ontwerp van de Commissie.**ART. 4.**

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 derzelfde wet :

Tot het nazien van de stembriefjes mag alleen worden overgegaan in tegenwoordigheid van de aangewezen getuigen *krachtens artikel 164*, of dezen behoorlijk opgeroepen; de omslagen, die de briefjes bevatten, worden opnieuw gezegeld in hun bijzijn en door hunne tusschenkomst.